

# L'observatoire numérique 2017

LE PROGRAMME NUMÉRIQUE DE LA FRANCE INSOUMISE

PAR LE THINK TANK RENAISSANCE NUMÉRIQUE — février 2017



## 10 Propositions numériques sur les 76 mesures du programme de Jean-Luc Mélenchon

THÉMATIQUES	Nombre de propositions
E-administration, démocratie	9
Société, égalité numérique et inclusion	5
Economie, fiscalité et investissement	3
Emploi et formation professionnelle	0
Education, enseignement supérieur et recherche	1
Défense et cyber-sécurité	5
Santé	0
Agriculture	0
Culture	5
Infrastructure et haut débit	3
<b>TOTAL</b>	<b>31</b>

## E-administration, démocratie (9)

- L'inscription du droit d'accès à Internet dans la Constitution à l'horizon notamment d'une 6e République.
- L'émergence des échanges décentralisés, en favorisant l'auto-hébergement, le développement des modes d'échanges pair-à-pair, l'utilisation de formats de données et de protocoles d'interconnexion ouverts.
- Défendre les initiatives collectives de réappropriation des services de télécommunications.
- Défendre la neutralité du net aux niveaux national, européen et international, notamment en investissant dans des infrastructures physiques détenues par le public.
- Garantir l'accès à un internet neutre et ouvert depuis les points d'accès public à Internet.
- Le renforcement de l'autorité judiciaire chargée de contrôler les retraits de contenus illégaux par des plateformes privées et améliorer l'efficacité du traitement des signalements.
- La répression des plateformes du web qui portent atteinte à la liberté d'expression.
- La généralisation des logiciels libres pour l'ensemble des administrations et établissements publics.
- Soutenir la dématérialisation des services publics, dans une démarche de design pour tou-te-s, tout en maintenant les services physiques de proximité.

## Société, égalité numérique et inclusion (5)

- Accompagner les structures publiques, notamment locales, sur le Référentiel général d'accessibilité pour les administrations.
- Informer, sensibiliser aux enjeux de l'accessibilité numérique et accompagner le développement de sites web ou d'applications accessibles à tou-te-s.
- Faire de la médiation numérique une priorité, notamment en direction des milieux sociaux défavorisés et des générations plus âgées. Chacun doit être capable de comprendre et de maîtriser les technologies numériques, leurs enjeux et leurs usages.
- Soutenir les associations de médiation numérique et revaloriser le statut des médiateurs.
- Redynamiser les espaces publics numériques et en faire de véritables maisons du numérique, en développant les répare-cafés, fablabs, projets collaboratifs, pour offrir des formations à l'usage et à la citoyenneté numérique

## Economie, fiscalité et investissement (3)

- Le soutien aux initiatives libres, en dirigeant notamment la commande publique vers ces solutions.
- L'application de l'interdiction de la vente liée qui consiste à vendre un logiciel pré-installé pour tout achat de matériel. Une alternative libre et ouverte doit être proposée, notamment via les services publics du numérique.
- La formation de médiateurs du numérique à l'utilisation, l'installation et la maintenance de logiciels libres et diffuser des kits d'aide à la transition vers le libre.

## Emploi et formation professionnelle (0)

## Education, enseignement supérieur et recherche (1)

- Développer les espaces publics numériques ainsi que des programmes d'enseignement et de formation à la « culture numérique », ambitieux et pérennes à l'école et l'université.

### Défense et cyber-sécurité (5)

- L'évaluation de l'efficacité des solutions techniques utilisées par les services de renseignement par une commission d'enquête parlementaire. Les mesures inefficaces, disproportionnées ou contre-productives seront abrogées.
- La remise en question des pratiques et dispositifs de surveillance de masse sur Internet et les réseaux téléphoniques, inefficaces et liberticides.
- L'interdiction du fichage généralisé et la suppression du fichier des « gens honnêtes » mis en place par le gouvernement Valls.
- La protection des données personnelles de nos citoyens lorsqu'elles sont hébergées à l'étranger, en renégociant notamment l'accord Privacy Shield qui régit les conditions du transfert de données personnelles de l'Union européenne vers les États-Unis.
- L'aide au chiffrement des données et des correspondances.

### Santé (0)

### Agriculture (0)

### Culture (5)

- La fin de la coûteuse et inefficace politique de lutte contre le « piratage », en supprimant Hadopi.
- La mise en place d'un système de rémunération global de la création, par l'instauration d'une cotisation liée à l'abonnement internet ouvrant droit au téléchargement non marchand.
- L'interdiction des dispositifs techniques restreignant abusivement l'usage des œuvres numériques (DRM).
- La mise en place d'un système de répartition pour rémunérer les auteurs et créateurs, y compris pour les œuvres sous licences libres et pour financer de nouvelles productions.
- La création d'un service public nouveau de l'internet et d'une médiathèque publique en ligne, une plateforme publique d'offre légale en ligne de musique, films et contenus culturels. Plus largement.

### Infrastructure et haut débit (3)

- Un plan d'investissement des infrastructures pour atteindre un objectif d'accès au Très haut débit sur tout le territoire sous 5 ans et une couverture totale 4G sous 10 ans.
- Le développement d'infrastructures publiques et des fournisseurs d'accès à Internet associatifs.
- La reconquête de la maîtrise publique des technologies liées au numérique et aux télécommunications tels que les câbles sous-marins.